

Le point de vue des syndicats des personnels soignants du CHU Mondor

Le gouvernement, pour atteindre l'objectif imposé par l'Europe de limiter à moins de 3% par an les dépenses de santé, restructures les hôpitaux publics en groupements hospitaliers dans le cadre de « territoires de santé » par le biais de la loi Hôpital, Patients, Santé, Territoires (HPST), dite loi « Bachelot ». Mutualisation des moyens matériels et humains sont à l'ordre du jour avec toutes les conséquences associées à ces restructurations que sont les suppressions de structures hospitalières, les fermetures de services, les fusions d'activités... et, pour accompagner le tout, les suppressions de postes dans le cadre de véritables plans sociaux !

Au plan national, pour les seuls CHU (Centres Hospitaliers Universitaires), 25 000 suppressions de postes sont d'ores et déjà programmées d'ici 2012 !

A l'AP-HP (Assistance Publique – Hôpitaux de Paris) ce sont 1 150 emplois supprimés en 2010 et 4 350 d'ici 2015 !

Pour procéder à ces suppressions massives d'emplois, le gouvernement applique aux hôpitaux publics son principe dogmatique de non remplacement des départs en retraite.

Ce sont 220 000 infirmiers, aides-soignants, assistantes sociales, agents hospitaliers, secrétaires médicales, techniciens de laboratoires, manipulateurs de radiologie, kinésithérapeutes, personnels administratifs... qui partent en retraite entre 2008 et 2015 !

Les hôpitaux sont saignés à blanc de leurs personnels au nom de la « performance » prônée par le ministre Eric Woert !

Avec la loi HPST, le gouvernement choisit donc de restreindre les moyens nécessaires au fonctionnement des hôpitaux publics, d'augmenter le forfait hospitalier, de multiplier les déremboursements etc...

L'intersyndicale CGT, CFDT, FO, SUD de l'hôpital Henri Mondor dénonce cette politique et constate tous les jours qu'il n'est pas possible de supprimer des postes en laissant croire que l'on va améliorer ou préserver la qualité des soins. Déjà aujourd'hui les établissements ne disposent pas des effectifs suffisants, déjà aujourd'hui les personnels payent durement la dégradation des conditions de travail et d'exercice professionnel, déjà aujourd'hui les usagers sont victimes de ce manque de moyens.

L'allongement des délais pour obtenir une consultation ou une admission à l'hôpital, pour une prise en charge aux Urgences en atteste. Les personnels sont au bout du rouleau et les mises en invalidité, les arrêts maladies... se multiplient. On pourrait ainsi allonger la liste.

Conséquences pour les hôpitaux du Val-de-Marne

Certaines des conséquences du regroupement des hôpitaux Albert Chenevier, Henri Mondor, Emile Roux, CHIC avec les hôpitaux Georges Clemenceau, Joffre Dupuytren (Essonne) sont déjà actées :

- **Suppressions d'emplois** : sur le seul hôpital Henri Mondor ce sont plus de 200 postes déjà supprimés entre 2004 et 2009. Combien encore en 2010 et d'ici 2015 ?!!

- **Prise en charge des patients** : dans un but de rentabilité, les patients seront plus rapidement dirigés vers les lits d'aval, si toute fois il en reste dans le secteur public. Il suffit de constater la fermeture de Georges Clemenceau, de Joffre, la suppression de 68 lits à Dupuytren et d'une trentaine à Emile Roux pour s'en convaincre. Là encore, un pan de notre activité tombera dans les mannes du secteur privé.

- **Mutualisation des personnels** sur l'ensemble des sites hospitaliers avec mobilité forcée, horaires variables, travail en 12 heures, turn-over reès important avec désorganisation totale entre vie professionnelle et vie privée...

- **Rapprochement accéléré entre nos hôpitaux** AP-HP, le CHIC (Centre Hospitalier Intercommunal de Créteil), le CHIV (Centre hospitalier Intercommunal de Villeneuve Saint Georges) et CH sud Francilien dans le cadre, notamment, de groupement de coopération sanitaire...

- **Politique sociale dégradée** : nombre de places en crèches et en centre de loisirs plus qu'insuffisant avec ouverture le week-end réparties sur les sites, formation professionnelles sacrifiée...

L'intersyndicale CGT, CFDT, FO, SUD de l'hôpital Henri Mondor tire la sonnette d'alarme et en appelle à la population. Les personnels hospitaliers, toutes catégories confondues, sont totalement surmenés, stressés, démotivés par le fait de ne plus pouvoir soigner correctement les patients... Ils fuient l'hôpital public et des conditions de travail insupportable qui poussent certains à mettre leur vie en péril !

Et demain, quelle qualité des soins, quelle prise en charge des patients, quid de l'emploi de nos enfants ... ?

C'est pourquoi, l'intersyndicale propose aux usagers et personnels soignants de s'unir afin de défendre ensemble l'hôpital public.

Communiqué rédigé par l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, SUD de l'hôpital Henri Mondor paru dans le journal de la ville de Créteil, « Vivre Ensemble », du mois de mars 2010.